

11/02/2021

Pronto!

A enregistrer  
au courrier  
Neri Audrey

De: SCHMIT Philippe - CGEDD/HCSDT A: apigois@ville-champsurmarne.fr Cc: pref-coordination-service-etat@seine-et-marne.pref.gouv.fr , pref-utilitepublique@seine-et-marne.pref.gouv.fr , ddt-pspt-stac@seine-et-marne.gouv.fr , ae-urba.dreee-iff@developpement-durable.gouv.fr , François BELBEZET

**modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Champs-sur-Marne (77) : déci...**

07:29

2021-02-10 MRAe\_Champs-sur-Marne\_... 144K



Madame, Monsieur,

Vous trouverez en pièce jointe la décision de la Mission régionale d'Autorité environnementale d'Île-de-France (MRAe) concernant le dossier cas par cas relatif à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Champs-sur-Marne (77) en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme.

Cette décision de dispense d'évaluation environnementale est mise en ligne sur le site de l'Autorité environnementale de l'Île-de-France : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/ile-de-france-r20.html>

**Attention :** la présente notification par courriel ne sera pas suivie d'une notification par voie postale. Elle est destinée au maire ou président de l'établissement public de coopération intercommunale à l'initiative de la demande de décision.

Cordialement,

*Handwritten initials*

Service Technique  
16 FEV. 2021  
N°

Mairie de CHAMPS SUR MARNE	
courrier n° 54960	du 11 FEV. 2021
original : .....	<i>Neri</i>
copie : .....	



Mission régionale d'autorité environnementale  
ÎLE-DE-FRANCE

**Décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale  
de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de  
Champs-sur-Marne (77)  
après examen au cas par cas**

n°MRAe IDF-2021-6131

**Après en avoir délibéré, la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,**

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 400420 en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020 et du 6 octobre 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable d'une part et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1er décembre 2020 ;

Vu la décision du 17 décembre 2020 régissant le recours à la délégation en application de l'article 7 du règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France abrogeant la décision du 27 août 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Champs-sur-Marne en vigueur ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification simplifiée du PLU de Champs-sur-Marne, reçue complète le 24 décembre 2020 ;

Vu la délégation de compétence donnée par la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à son président lors de sa séance du 7 janvier 2021, pour décider de la suite à donner à la présente demande ;

Sur le rapport de Philippe Schmit, coordonnateur ;

Considérant que la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Champs-sur-Marne vise à adapter le règlement :

- de la zone UC afin de permettre aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de déroger aux règles d'implantation (articles UC6, UC7 et UC ;

- de la zone UA afin de ne pas imposer une surface de plancher au moins égale à un T3 pour les logements locatifs sociaux (article 2).

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification simplifiée n°1 du PLU de Champs-sur-Marne n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1er :

La modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Champs-sur-Marne n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Champs-sur-Marne peut être soumise par ailleurs.

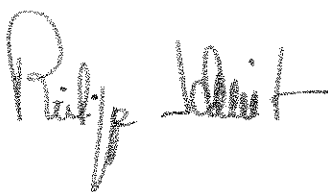
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU de Champs-sur-Marne est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 10/02/2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,  
Le Président,



Philippe Schmit

**Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale**

**Recours gracieux : Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision**  
*par courrier adressé à :*

Monsieur le président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France  
DRIEE  
12 cours Louis Lumière  
CS 70027  
94 307 Vincennes cedex

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*